PANTOUFLAGE A LA FRANCAISE : MACRON NOMME SON COPAIN CASTEX COMME NOUVEAU PDG DE LA SNCF

Jean Castex, encore un nom qui résonne amèrement à nos oreilles. Ancien premier ministre de 2020 à 2022, énarque qui affirmait «je suis de droite et je l'assume parfaitement», Castex a été directeur de cabinet du ministre sarkozyste Xavier Bertrand à deux reprises, d'abord au ministère de la Santé, puis au ministère du Travail. À chaque fois, c'était pour saccager l'hôpital public puis les droits des salariés. «C'est lui qui a été à la manœuvre pour introduire la notion d'objectifs dans l'hôpital et une rationalisation des coûts», expliquait Patrick Bourdillon, de la CGT Santé en avril 2020. Il était également chargé de la formidable opération de confinement par Macron lors du Covid.

En 2022, alors même qu'il n'avait jamais vendu un ticket de métro de sa vie, ni conduit un bus ou un métro, il était propulsé à la tête de la RATP par Macron. L'ancien Premier Ministre recevait une fonction en or : 350.000 euros par an soit 29.200 euros par mois. 23 fois le salaire d'un conducteur de bus, qu'il cumulait avec les avantages d'ancien chef de gouvernement. Pour compléter tout cela, il est également consultant pour l'entreprise privée Idverde, qu'il «accompagne de manière très ponctuelle» pour donner des conseils dans la «végétalisation des espaces urbains». Castex est un spécialiste de l'urbanisme et de la végétation, c'est connu. Après 3 ans à la tête de la RATP, l'ancien Premier ministre va désormais remplacer Jean-Pierre Farandou, qui atteint la limite d'âge. Avec un salaire annuel de 450 000 euros par an, Jean Castex monte encore d'un cran. Il est nommé "sur proposition" de Macron.
France Bleu publiait ce lundi 29 septembre le CV de Jean Castex : « Il collectionnait les horaires de train, il connaît par cœur les petites lignes. Jean Castex, qui a attrapé le virus du rail à 12 ans en quittant le Gers pour aller se soigner

dans les Pyrénées-Orientales, est un vrai amoureux des chemins de fer. Après Matignon, il reprenait même le métro comme tout le monde, photo à l'appui. » Essayez de mettre ça sur votre CV, vous nous direz si ça vous conduit à devenir PDG de la SNCF. Et le pire, c'est que c'est un énorme mensonge. En 2022, Jean Castex avait pris un jet privé pour faire un aller-retour à Prades, son fief du sud-ouest de la France, pour aller voter. Médiapart calculait à l'époque le montant : 10.000€ d'argent public. Tout ça pour se faire photographier par des journalistes en train de glisser un bulletin dans une urne. Il était arrivé à 8h33 et reparti à 11h10. En février 2022, Castex était venu signer un contrat sur la «transition écologique» à Nantes en Falcon. Nantes est à 2h de Paris en train. Pour un amoureux des trajets ferroviaires, on a vu mieux.
France Bleu toujours, évoque un résultat glorieux lors de son passage à la RATP : plus de 130 agents licenciés pour des soi-disant « arrêts maladies frauduleux ». Cela n'augure rien de bon pour la SNCF, qui n'est plus qu'une machine à faire du cash au détriment de la qualité du service. Le libéralisme c'est ça : casser des services publics qui fonctionnent pour les remplacer par quelques chose de plus cher, moins efficace, avec un riche incompétent à sa tête. Macron expliquait pourtant en juin dernier que «pour tous les ministres et parlementaires, c'est très compliqué de retrouver une vie normale pour eux dans leur secteur d'activité». La preuve : l'ancienne Ministre de la Santé Agnès Buzyn, mise en examen fin 2021 pour «mise en danger de la vie d'autrui» pour sa mauvaise gestion de la pandémie, est maintenant conseillère à la Cour des comptes. Un petit recasage sympa à 9.000 € par mois. Il y a aussi l'ancien préfet de Paris Didier Lallement, matraqueur zélé. En 2022, il a été nommé «secrétaire général de la mer» sur demande gouvernementale. Un poste en or : 9.629,08 € par mois, avec plusieurs indemnités, des exemptions d'impôts et différents privilèges. Un dernier exemple pour la route : Christophe Castaner, le Ministre de

l’Intérieur durant les Gilets jaunes, que Macron a nommé dans les conseils d'administration du tunnel du Mont-Blanc et du tunnel de Fréjus, des postes honorifiques et surpayés, ou encore Président du conseil de surveillance du grand port maritime de Marseille, 154.000 € hors avantages par an. Et tout cela en cumulant un emploi dans le privé, chez Shein, lui aussi grassement payé. Macron sait récompenser ses fidèles serviteurs. Et puis, c'est pas cher, c'est avec l'argent public.